Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1904 — Roma — Lunedì 31 ottobre — Numero 254

DIREZIONE in Via Larga nel Palazzo Baleani | Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi | **AMMINISTRAZIONE** in Via Larga nel Palazzo Baleani

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno: » » 36; » » 19; » » 10
Per gli Stati dell'Unione postale: » » 80; » » 41; » » 22
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.
Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziari . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea
Altri annunzi . . . . » 0.30 }
Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*
Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. **10** *— nel Regno cent.* **15** *— arretrato in Roma cent.* **20** *— nel Regno cent.* **30** *— all'Estero cent.* **35**
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente.

Domani 1° novembre, ricorrendo una delle feste determinate dalla Legge 23 giugno 1874, n. 1968, non si pubblicherà la "Gazzetta Ufficiale".

SOMMARIO

Parte Ufficiale

LEGGI E DECRETI

Il Numero 572 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intiera esecuzione è data alla convenzione stipulata fra l'Italia e la Francia il 15 aprile 1904 per la reciproca concessione di guarentigie ed agevolezze ai rispettivi operai, le cui ratifiche furono scambiate il 21 settembre 1904.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Racconigi, addì 29 settembre 1904.

VITTORIO EMANUELE.

TITTONI.
L. LUZZATTI.
RAVA.
STELLUTI-SCALA.

Visto, *Il Guardasigilli:* RONCHETTI.

CONVENZIONE tra l'Italia e la Francia per regolare la protezione degli operai.

(15 aprile 1904)

CONVENTION.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de **la République** française désirant, par des accords internationaux, **assurer à la** personne du travailleur des garanties de réciprocité **analogues à** celles que les traités de commerce ont prévues **pour les produits**

du travail, et particulièrement: 1° faciliter à leurs nationaux travaillant à l'étranger la jouissance de leurs épargnes et leur ménager le bénéfice des assurances sociales, 2° garantir aux travailleurs le maintien des mesures de protection déjà édictées en leur faveur et concourir au progrès de la législation ouvrière,

ont résolu de conclure, à cet effet, une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Son Excellence M. Tommaso Tittoni, Son ministre des affaires étrangères; Son Excellence M. Luigi Luzzatti, Son ministre du trésor; Son Excellence M. Luigi Rava, Son ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce; Son Excellence M. le comte Enrico Stelluti Scala, Son ministre des postes et des télégraphes;

Le président de la République française,

Son Excellence M. Camille Barrère, ambassadeur de France près Sa Majesté le Roi d'Italie; M. Arthur Fontaine, directeur du travail au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes de France;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er.

Des négociations seront engagées à Paris, après la ratification de la présente convention, pour la conclusion d'arrangement fondés sur les principes énoncés ci-après et destinés à régler le détail de leur application, — exception faite pour l'arrangement relatif à la Caisse nationale d'épargne de France et à la Caisse d'épargne postale d'Italie, prévu sous le paragraphe *a*) ci-dessous, qui sera annexé à la convention.

a) Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la Caisse nationale d'épargne de France, soit à la Caisse d'épargne postale d'Italie, pourront, sur la demande des intéressés, être transférés sans frais de l'une des Caisses à l'autre, chacune de ces Caisses appliquant aux dépôts ainsi transférés les règles générales qu'elle applique aux dépôts effectués chez elle par les nationaux.

Un régime de transfert, sur des bases analogues, pourra être institué entre diverses caisses d'épargne privées de France et d'Italie ayant leur siège dans de grandes agglomérations industrielles ou dans des villes frontières. Sans comporter la gratuité absolue des transferts, ce régime stipulera le concours des Administrations postales, soit gratuit, soit à tarif réduit.

b) Les deux Gouvernements faciliteront, par l'entremise tant des Administrations postales que des Caisses nationales, le versement des cotisations des italiens résidant en France à la Caisse nationale de prévoyance d'Italie et des français résidant en Italie à la Caisse nationale des retraites de France. Ils faciliteront, de même, le paiement en France des pensions acquises, soit par des italiens, soit par des français, à la Caisse nationale italienne, et réciproquement.

c) L'admission des ouvriers et employés de nationalité italienne à la constitution de retraites de vieillesse et peut-être d'invalidité, dans le régime général des retraites ouvrières actuellement élaboré par le Parlement français, ainsi que la participation des ouvriers et employés de nationalité française au régime des retraites ouvrières en Italie, seront réglées aussitôt après le vote de dispositions législatives dans les pays contractants.

La part de pension correspondant aux versements de l'ouvrier ou employé, ou aux retenues faites sur son salaire, lui sera acquise intégralement.

En ce qui concerne la part de pension correspondant aux contributions patronales, il sera statué par l'arrangement, dans des conditions de réciprocité.

La part de pension à provenir éventuellement de subventions budgétaires sera laissée à l'appréciation de chaque Etat et payée sur ses ressources à ses nationaux ayant acquis une retraite dans l'autre pays.

Les deux Etats contractants faciliteront, par l'entremise tant des Administrations postales que de leurs caisses de retraite, le paiement en Italie des pensions acquises en France et, réciproquement.

Les deux Gouvernements étudieront, pour les ouvriers et employés ayant travaillé successivement dans les deux Pays pendant des périodes minima à déterminer, sans remplir dans aucun des deux les conditions requises pour les retraites ouvrières, un régime spécial d'acquisition de retraite.

d) Les ouvriers et employés de nationalité italienne, victimes en France d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail, ainsi que leurs représentants résidant en France, auront droit aux mêmes indemnités que les français, et réciproquement.

Les italiens bénéficiaires de rentes cessant de résider en France, ainsi que les représentants de la victime qui ne résidaient pas en France au moment de l'accident, auront droit à des indemnités à déterminer. Les capitaux constitutifs de ces indemnités, évalués d'après un tarif annexé à l'arrangement, pourront être versés à la Caisse nationale italienne de prévoyance, à charge par elle d'assurer le service des rentes. La Caisse nationale italienne d'assurance contre les accidents du travail acceptera également, suivant tarif conventionnel, pour le risque d'indemnité aux représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'accidents, les réassurances des assureurs français désireux de se décharger éventuellement de toutes recherches et démarches à cet égard. Des avantages équivalents seront réservés, par réciprocité, pour les français victimes d'accident du travail en Italie.

e) L'admission des ouvriers et employés italiens, en France, à des institutions d'assurance ou de secours contre le chômage subventionnées par les pouvoirs publics, l'admission des ouvriers et employés français, en Italie, aux institutions de même nature, seront réglées, le cas échéant, après le vote dans les deux pays de dispositions légales relatives à ces institutions.

f) Les arrangements prévus au présent article seront conclus pour une durée de cinq années. Le deux Parties contractantes devront se prévenir mutuellement, une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année, pour un délai d'un an, par tacite réconduction.

Art. 2.

a) Les deux Gouvernements détermineront, pour éviter les erreurs ou les fausses déclarations, la nature des pièces à présenter aux consulats italiens par les jeunes italiens embauchés en France, ainsi que la forme des certificats à fournir aux mairies par les dits consulats, avant délivrance aux enfants des livrets prescrits par la législation sur le travail des enfants. Les inspecteurs du travail se feront représenter les certificats à chaque visite; ils retireront les livrets indûment détenus.

b) Le Gouvernement français organisera des comités de patronage comprenant, autant que possible, des italiens parmi leurs membres, pour les régions industrielles où seront employé en grand nombre de jeunes italiens logés en dehors de leurs familles par des intermédiaires.

c) Les mêmes mesures seront prises pour la protection des jeunes ouvriers français en Italie.

Art. 3.

Au cas où l'initiative serait prise par l'un des deux Etats contractants, ou par l'un des Etats avec qui ils entretiennent des relations diplomatiques, de convoquer divers Gouvernements à une conférence internationale dans le but d'unifier, par des conventions, certaines dispositions des lois protectrices des travailleurs, l'adhésion de l'un des deux Gouvernements au projet de conférence entraînerait, de la part de l'autre Gouvernement, une réponse favorable en principe.

Art. 4.

Au moment de signer cet accord, le Gouvernement italien prend l'engagement de compléter l'organisation dans tout le royaume, et plus particulièrement dans les régions où le travail industriel, est développé, d'un service d'inspection fonctionnant sous l'auto-

rité de l'Etat et offrant, pour l'application des lois, des garanties analogues à celles que présente le service de l'Inspection du travail en France.

Les inspecteurs feront observer les lois en vigueur sur le travail des femmes et des enfants, et notamment les prescriptions qui concernent: 1°) l'interdiction du travail de nuit; 2° l'âge d'admission au travail dans les ateliers industriels; 3°) la durée du travail journalier; 4°) l'obligation du repos hebdomadaire

Le Gouvernement italien s'engage à publier un rapport annuel détaillé sur l'application des lois et règlements relatifs au travail des femmes et des enfants; le Gouvernement français prend le même engagement.

Le Gouvernement italien déclare en outre qu'il a l'intention de mettre à l'étude et de réaliser graduellement la réduction progressive de la durée du travail journalier des femmes dans l'industrie.

Art. 5.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer à toute époque la présente convention et les arrangements prévus à l'article 1er en faisant connaître son entention un an d'avance, s'il y a lieu de reconnaître que la législation relative au travail des femmes et des enfants n'a pas été respectée par l'autre partie, sur les points énoncés spécialement à l'article 4 alinéa 2, faute d'une inspection suffisante, ou par suite de tolérances contraires à l'esprit de la loi, ou que le législateur aura diminué sur les mêmes points la protection édictée en faveur des travailleurs.

Art. 6

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Rome aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, en double expédition, le quinze avril mil-neuf-cent-quatre.

(*L. S*) TITTONI. (*L. S.*) CAMILLE BARRÈRE.
(») L. LUZZATTI. (*L S*) ARTHUR FONTAINE.
(») L. RAVA.
(») E. STELLUTI-SCALA.

ARRANGEMENT

Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie et le Gouvernement de la République française, désirant assurer des facilités nouvelles aux déposants à la Caisse nationale d'épargne de France et à la Caisse d'épargne postale d'Italie, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1er.

Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la Caisse nationale d'épargne de France, soit à la Caisse d'épargne postale d'Italie, pourront, sur la demande des intéressés et jusqu'à concurrence d'un maximum de 1,500 francs, être transférés sans frais de l'une des Caisses dans l'autre, et réciproquement.

Les demandes de transferts internationaux seront reçues, en France et en Italie, dans tous les bureaux de poste chargés, dans ces pays, du service de la Caisse d'épargne.

Les fonds transférés seront, notamment en ce qui concerne le taux et le calcul des intérêts, les conditions de remboursement, d'achat et de revente de rentes ou d'acquisition de carnets de rentes viagères, soumis aux lois, décrets, arrêtés et règlements régissant le service de l'administration dans la Caisse de laquelle ces fonds auront été transférés.

Art. 2.

Les titulaires de livrets de la Caisse nationale d'épargne de France ou de la Caisse d'épargne postale d'Italie pourront obtenir, sans frais, le remboursement, dans l'un de ces pays, de sommes déposées par eux à la Caisse d'épargne de l'autre pays.

Les demandes de remboursements internationaux, rédigées sur des formules spéciales mises à la disposition du public, seront déposées par les intéressés entre les mains du chef de bureau ou du receveur des postes de leur résidence, qui les fera parvenir, en franchise de port, à la Caisse d'épargne détentrice des fonds.

Les remboursements seront effectués en vertu d'ordres de payement qui ne pourront excéder 1,500 francs chacun.

Les ordres de remboursement seront payables seulement dans les établissements de poste ou autres chargés du service de la Caisse d'épargne. Ils seront adressés, directement et en franchise de port, par la Caisse d'épargne qui les aura délivrés, aux bureaux désignés pour le payement.

Art. 3.

Chaque administration se réserve le droit de rejeter les demandes de tranferts ou de remboursements internationaux qui ne rempliraient pas les conditions exigées par ses règlements intérieurs.

Art. 4.

Les sommes transférées d'une Caisse dans l'autre porteront intérêt à charge de l'administration primitivement détentrice des fonds jusqu'à la fin du mois pendant lequel cette demande s'est produite, et à charge de l'administration qui accepte le transfert à partir du premier jour du mois suivant.

Art. 5.

Il sera établi, à la fin de chaque mois, par la Caisse nationale d'épargne de France et la Caisse d'épargne postale d'Italie, un décompte des sommes qu'elles se doivent respectivement du chef des opérations faites pour le service de la Caisse d'épargne et, après vérification contradictoire de ces décomptes, la Caisse reconnue débitrice se libérera, dans le plus bref délai possible, envers l'autre Caisse, au moyen de traites ou chèques sur Rome ou sur Paris.

Art. 6.

La Caisse d'épargne de chacun des pays contractans pourra correspondre directement et en franchise, par la voie postale, avec la Caisse de l'autre pays.

Art. 7.

Les bureaux de poste des deux pays se prêteront réciproquement concours pour le retrait des livrets, à régler ou à vérifier.

L'échange des livrets entre la Caisse d'épargne de chaque pays et les bureaux de poste ou agences de l'autre pays aura lieu en franchise.

Art. 8.

La Caisse nationale d'épargne de France et la Caisse d'épargne postale d'Italie arrêteront d'un commun accord, après entente avec les Administrations des postes des deux pays, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution du présent arrangement, y compris celles relatives au change.

Art. 9.

Chaque Partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circostances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets de la présente convention.

Avis devra en être donné à l'Administration correspondante par la voie diplomatique.

L'avis fixera la date à partir de la quelle le service international cessera de fonctionner.

Art. 10.

Le présent arrangement aura force et valeur à partir du jour dont les Caisses d'épargne des deux pays conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats.

Sauf les cas prévus à l'article 5 de la convention en date de ce même jour, il demeurera obligatoire pendant une durée de cinq années. Les deux Parties contractantes devront se prévenir mutuellement, une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, il sera prorogé d'année en année, pour un délai d'un an, par tacite réconduction.

Lorsque l'une des deux Parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière pendant les douze dernier mois, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les Caisses d'épargne des deux pays après l'expiration dudit terme.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont dressé le présent acte auquel ils ont apposé leurs signatures et leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Rome, le quinze avril 1904.

(*L. S.*) TITTONI. (*L. S.*) CAMILLE BARRÉRE.
(») L. LUZZATTI. (*L. S.*) ARTHUR FONTAINE.
(») L. RAVA.
(») E. STELLUTI SCALA.

PROTOCOLE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés, se réferant à l'article 5 de cette Convention, ont d'un commun accord déclaré ce qui suit:

La loi française sur le travail des enfants et des femmes, visée par l'article 5 de la Convention, est celle du 2 novembre 1892, modifiée par l'article 1er de la loi du 30 mars 1900. Toutefois, il est entendu que, éventuellement, les modifications à la dite loi déjà votées par le Sénat français à la date du 24 mars 1904, dans la mesure où elles prendraient force légale par le vote des deux Chambres, se substitueraient aux dispositions actuellement en vigueur pour l'appréciation prévue à l'article 5 de la dite Convention.

La loi italienne sur le travail des femmes et des enfants, visée par l'article 5 de la Convention, est celle du 29 juin 1902.

Il sera tenu compte, pour les appréciations prévues au dit article 5: en France, des avis de la Commission Supérieure du Travail dans l'Industrie, établie par la loi du 2 novembre 1892, et du Conseil Supérieur du Travail; en Italie, de l'avis du Conseil Supérieur du Travail, organisé par la loi du 29 juin 1902.

Fait, en double expédition, à Rome, le 15 avril 1904.

(*L. S.*) TITTONI. (*L. S.*) CAMILLE BARRERE.
(») L. LUZZATTI. (*L. S*) ARTHUR FONTAINE.
(») L. RAVA.
(») E. STELLUTI SCALA.

Il Numero 569 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Vista la legge n. 3048, serie 3ª, del 27 aprile 1885, che approva le convenzioni di esercizio delle reti Mediterranea, Adriatica e Sicula;

Visti i RR. decreti 24 giugno 1903, n. 249, 27 luglio 1903, n. 369, e 3 agosto 1903, n. 378, sui provvedimenti di tariffe eccezionali a favore delle provincie del Mezzogiorno;

Ritenuta l'opportunità di facilitare maggiormente la esportazione dei vini comuni in botti o fusti in Austria-Ungheria, in relazione alla clausola concordata in occasione del nuovo trattato di commercio, per un dazio ridotto dei vini comuni da introdursi in quell'Impero dal 1° ottobre a tutto il 31 dicembre 1904;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri e dei Ministri dei Lavori Pubblici, del Tesoro, degli Esteri e dell'Agricoltura, Industria e Commercio;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

A far tempo dal 1° ottobre 1904 ed a tutto dicembre stesso anno, per l'esportazione in Austria-Ungheria dei vini comuni in botti o fusti da spedirsi a quell'Impero pei transiti di terra (Cormons-Peri-Pontebba) con percorso di almeno 600 chilometri sulle strade ferrate, o cumulativamente su di esse e sulle linee di navigazione sovvenzionate dal Governo italiano, sarà applicata la tariffa 1055-*bis* P. V., valevole per i trasporti sulle linee delle strade ferrate del Mediterraneo, dell'Adriatico e della Sicilia, che, firmata d'ordine Nostro dai Ministri proponenti, si trova allegata al presente decreto.

Gli ulteriori abbuoni in confronto alle tariffe oggi esistenti, saranno accreditati dal Governo ai conti dei prodotti dei trasporti delle reti Mediterranea, Adriatica e Sicula, con le stesse norme dei reintegri che si eseguiscono per le tariffe eccezionali, approvate coi decreti 24 giugno, 27 luglio e 3 agosto sopracitati.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento, per la conversione in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 22 settembre 1904.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.
TEDESCO.
L. LUZZATTI.
RAVA.
TITTONI.

Visto, *Il Guardasigilli:* RONCHETTI.

*Tariffa eccezionale n. 1055-*bis *P. V.*
(per le Reti Adriatica, Mediterranea e Sicula)

Vino comune in botti o fusti

Spedizioni a vagone completo dall'Italia all'Austria-Ungheria pei transiti di Cormons, Peri e Pontebba, con percorso effettivo di almeno 600 km. sulle linee ferroviarie delle Reti Adriatica, Mediterranea e Sicula, o con eguale percorso cumulato sulle linee delle Reti Adriatica o Mediterranea, e su quelle marittime esercitate da Società di Navigazione italiane sovvenzionate dal Governo italiano, con transito da Genova, Livorno, Ravenna e Venezia.

NB. — I. Questa tariffa deve intendersi istituita a favore dei vini comuni di produzione italiana. Essa non dovrà perciò in nessun caso essere applicata ai vini di origine estera che eventualmente venissero presentati per la spedizione, in partenza dalle stazioni interne italiane, o che fossero spediti in transito per l'Italia, a mezzo delle stazioni e degli scali marittimi o delle stazioni di frontiera.

II. Questa tariffa non è applicabile ai trasporti eseguiti in vagoni serbatoi.

§ I. — Prezzi applicabili sulla percorrenza ferroviaria italiana, fino ai transiti di Cormons, Peri e Pontebba, ai trasporti eseguiti da stazioni distanti non meno di 600 km. dai transiti stessi:

PREZZI PER VAGONE della portata di 10 tonnellate	ZONE DI PERCORRENZA							DIRITTO fisso per vagone
	I Per km. 600	II Da 601 a 700 km.	III Da 701 a 800 km.	IV Da 801 a 900 km.	V Da 901 a 1000 km	VI Da 1001 a 1100 km.	VII Oltre 1100 km.	
Per vagone e chilometro	—	0.1410	0.1410	0.1338	0 1298	0 1225	0.1225	5,15
Fatti per vagone e per la percorrenza intera di ciascuna zona, comprese le precedenti	84 64	98 74	112,84	126 22	139 20	151.45	—	

§. II. — Prezzi applicabili per la percorrenza ferroviaria italiana, fino ai transiti di Cormons, Peri e Pontebba, ai trasporti provenienti dal mare e spediti dagli scali di Genova, Livorno, Ravenna e Venezia:

Prezzi fatti per vagone da 10 tonnellate e per l'intera percorrenza, dagli scali seguenti ai transiti controindicati	TRANSITI DI		
	Cormons	Peri	Pontebba
Genova Piazza Caricamento, Calate e Santa Limbania Calate	55 25	38.63	59.16
Livorno Marittima e Diga rettilinea	50 60	—	54 78
Ravenna	21.74	—	26.14
Venezia Marittima			
Venezia Santa Lucia			

CONDIZIONI:

1ª Per fruire della presente tariffa, i trasporti devono eseguirsi in porto affrancato od essere presentati con lettera di vettura internazionale, per l'inoltro in servizio diretto italo-austro-ungarico, fino alla destinazione definitiva, e cioè fino a Budapest od a Vienna.

2ª Sulla lettera di vettura, il mittente è tenuto a richiedere l'applicazione della presente tariffa, specificandola tassativamente nell'apposita sede, con l'indicazione « Eccezionale, n. 1005 *bis* ». In mancanza di tale domanda, il trasporto avrà luogo in base alle altre tariffe ad esso applicabili.

3ª I trasporti devono essere istradati per il transito di confine, stabilito dalle tariffe dirette italo-austro ungariche (edizione 1° agosto 1904) secondo le norme di cui al paragrafo 1 *B* delle relative prescrizioni generali, e devono essere tassati per la via più economica, tenendo conto, per il percorso estero, delle quote estere risultanti dalle tariffe predette, e per il percorso italiano, dei prezzi della presente tariffa.

4ª I mittenti non hanno diritto di domandare o pretendere, vagoni di portata inferiore alle 10 tonn.

5ª Fermo il disposto della condizione 4ª, l'Amministrazione procurerà di mettere a disposizione degli speditori, i vagoni della portata richiesta.

6ª I trasporti effettuati, per domanda dei mittenti, in vagoni di portata superiore alle 10 tonn, saranno tassati coi prezzi stabiliti dalla tariffa dei vagoni da 10 tonn. aumentati di un decimo per ogni tonnellata di maggior portata. Se però il trasporto in vagoni di portata superiore alle 10 tonn., ha luogo per mancanza di quelli domandati dai mittenti, le tasse si applicano in base ai prezzi come sopra stabiliti per i vagoni della portata richiesta, purchè il peso caricato nei vagoni offerti, non ecceda la portata di quelli domandati; in caso diverso si applicano le tasse in base ai prezzi inerenti ai vagoni che avrebbero dovuto essere richiesti, in relazione al peso della merce.

7ª Le operazioni di carico devono essere eseguite a cura, rischio e spese del mittente, salvo quanto fosse diversamente stabilito dall'allegato 8° alle tariffe, per i trasporti dagli scali marittimi.

8ª Quantunque i prezzi della presente tariffa, siano applicabili senza riguardo al peso caricato, tuttavia sulla lettera di vettura, dovrà sempre essere dichiarato il peso effettivo della spedizione, il quale non deve in alcun caso eccedere la portata dei vagoni adoperati per il trasporto.

9ª I trasporti sono accettati ed eseguiti a rischio e pericolo del mittente. Le ferrovie italiane non sono pertanto tenute a corrispondere alcun indennizzo per deterioramento, avaria, calo naturale della merce, quando non sia provata la colpa delle ferrovie stesse.

10ª Per le spedizioni in partenza dalle stazioni della Rete Sicula, l'applicazione della presente tariffa è subordinata alla condizione che esse percorrano sulle linee della Rete stessa, almeno 50 km. o paghino per tale percorrenza minima. Il computo delle tasse per il percorso italiano, dovrà pertanto farsi sulla distanza complessiva dal porto di Reggio Calabria ai transiti di confine, aumentata di quella corrispondente al percorso reale sulla Rete Sicula, se esso è uguale o superiore a 50 km, ovvero aumentata di 50 km. quando sia inferiore.

Oltre alle tasse così computate, è da esigersi quella di L. 0,50 a tonnellata, per il trasbordo dello stretto di Messina.

11ª Ai trasporti provenienti originariamente da porti italiani, e così pure a quelli originari da località interne, arrivati per ferrovia nei porti stessi, i quali, proseguendo per mare a mezzo della Navigazione generale italiana o della Società di navigazione « Puglia », fossero da queste consegnati agli scali ferroviari di Genova, Livorno, Ravenna e Venezia, per l'inoltro per ferrovia fino a Budapest od a Vienna, saranno applicati, per le percorrenze dai detti scali ai transiti di Cormons, Peri e Pontebba, i prezzi indicati nel prospetto di cui al paragrafo 2° della presente tariffa.

12ª Le spedizioni che, come è detto sopra, provengano per ferrovia da località interne, saranno tassate per il percorso dalle stazioni di partenza fino a quelle dei porti di imbarco, in base alle tariffe normali applicabili.

Qualora però sia provato, mediante la presentazione dei documenti di trasporto (*ricevuta in partenza* della spedizione originaria, *certificato di carico* per il percorso marittimo, e *duplicato della lettera di vettura internazionale*, riguardante il successivo trasporto ferroviario fino a destinazione), che la merce abbia proseguito effettivamente fino a Budapest od a Vienna, sarà accordato, in via di rimborso, l'abbuono della differenza fra la tassa pagata come sopra per il percorso dalla stazione di partenza fino ai porti d'imbarco, e quella che sarebbe dovuta in base alle tariffe normali (escluse tutte le eccezionali), ridotta dell'80 0[0.

13ª Le spedizioni per ferrovia dagli scali di Genova, Livorno, Ravenna e Venezia per la definitiva destinazione di Budapest o di Vienna dovranno essere eseguite esclusivamente dalla Navigazione generale italiana o dalla Società di navigazione « Puglia ». Sulle lettere di vettura, che, a forma della condizione 1ª, sono da presentarsi per l'eseguimento delle spedizioni stesse, dovrà pertanto figurare quale mittente, quella delle predette Società, che effettuò il precedente trasporto marittimo, malgrado che questo sia da considerarsi affatto separato ed indipendente dal trasporto ferroviario.

14ª. Ai recipienti che servirono al trasporto del vino in base alla presente tariffa, e che vengano ritornati vuoti a piccola velocità, sarà applicato in via di rimborso, il prezzo di L. 0.103 per chilometro e per vagone di qualunque portata non superiore alle 12 tonn., oltre il diritto fisso di L. 1.515 per tonnellata, da computarsi in base al peso effettivo di ciascuna spedizione di recipienti vuoti, le cui operazioni di scarico sono da eseguirsi a cura dell'Amministrazione ferroviaria.

Tale prezzo ridotto s'intende accordato solo a quegli speditori che, in base alla presente tariffa, abbiano trasportato, nel trimestre

di durata della tariffa stessa, il quantitativo di almeno 250 tonn. di vino, in destinazione di Budapest e di Vienna, ed alla condizione che le spedizioni dei fusti pieni abbiano percorso effettivamente almeno 600 km. sulle linee italiane (Adriatica, Mediterranea e Sicula).

L'applicazione del detto prezzo, è subordinata anche alla condizione che sulle linee di ciascuna Rete (Adriatica, Mediterranea e Sicula), la quantità ed il percorso a vuoto dei recipienti trasportati nel trimestre 1° ottobre-31 dicembre 1904, non superino rispettivamente, la quantità ed il percorso a pieno.

Per le eventuali eccedenze, saranno mantenuti i prezzi della tariffa normale.

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
TEDESCO.
L. LUZZATTI.
RAVA.

Il Numero CCCCXIV (*Parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 14 della legge 6 luglio 1862, n. 680;

Visto il R. decreto 25 marzo 1900, n. XCIV (Parte supplementare) che stabilisce la tabella delle sezioni elettorali della Camera di commercio ed arti di Novara;

Vista la deliberazione della Camera predetta in data 1 agosto 1904;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'Agricoltura, l'Industria ed il Commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Le Sezioni elettorali della Camera di commercio ed arti di Novara sono stabilite dall'unita tabella, vista, d'ordine Nostro, dal Ministro proponente.

Il R. decreto 25 marzo 1900, n. XCIV (Parte supplementare) è abrogato.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 29 settembre 1904.

VITTORIO EMANUELE.

RAVA.

Visto, *Il Guardasigilli:* RONCHETTI.

TABELLA delle Sezioni elettorali della Camera di Commercio ed arti di Novara.

N. d'ordine	SEDE della Sezione	COMUNI componenti ciascuna Sezione
1	Arona	Arona — Borgoticino — Castelletto Ticino — Colazza Comignano — Dagnente — Devignano — Dormeletto — Ghevio — Invorio Inferiore — Invorio Superiore — Meina — Mercurago — Montrigiasco — Oleggio Castello — Paruzzaro.
2	Bannio	Bannio — Anzino — Calasca — Ceppomorelli — Cimamulera — Macugnaga — Castiglione — Piedimulera — Vanzone con San Carlo.
3	Biandrate	Biandrate — Casalbeltramo — Casaleggio — Mandello — Vitta — Rocetto — Sannazzaro Sesia — San Pietro — Mosezzo — Vicolungo.
4	Borgomanero	Borgomanero — Agrate — Conturbia — Boca — Bogogno — Cavaglio d'Agogna — Cavaglietto — Cressa — Cureggio — Fontanetto d'Agogna — Gattico — Maggiora Suno — Vergano Novarese — Veruno.
5	Borgosesia	Borgosesia — Agnona — Ara — Aranco — Cellio — Foresto Sesia — Isolella — Valduggia.
6	Borgovercelli	Borgovercelli — Casalino — Casalvolone — Villata — Vinzaglio.
7	Cameri	Cameri.
8	Cannobio	Cannobio — Cannero — Cavaglio San Donnino — Cursolo — Falmenta — Gurro — Orasso Sant'Agata — San Bartolomeo Valmara — Spoccia — Traffiumo — Trarego — Viggiona.
9	Carpignano Sesia	Carpignano — Briona ed Uniti — Castellazzo Novarese — Fara — Landiona — Sillavengo.
10	Casale Corte Cerro	Casale Corte Cerro — Crana con Gattugno.
11	Crodo	Crodo — Agaro — Baceno — Cravegna — Formazza — Mozzio — Premia — Salecchio — Viceno.
12	Domodossola	Domodossola — Antronapiana — Beura — Bognancodentro — Bognancofuori — Caddo — Cardezza — Crevoladossola — Masera — Montecrestese — Monte Ossolano — Montescheno — Pallanzeno — Preglia — Schieranco — Seppiana — Tappia — Trontano — Vagna — Viganella — Villadossola.
13	Galliate	Galliate — Romentino.
14	Ghemme	Ghemme — Sizzano.
15	Gozzano	Gozzano — Anzate — Bolzano — Briga — Dugnate — Gargallo — Pogno — Soriso — San Maurizio d'Opaglio.
16	Intra	Intra — Arizzano — Aurano — Bèe — Cambiasca — Caprezzo — Cargiago — Esio — Ghiffa — Intragna — Oggebbio — Premeno — Trobaso — Vignone — Zoverallo.
17	Lesa	Lesa — Belgirate — Brovello — Comnago — Calogna — Fosseno — Graglia — Piana — Massino — Nebbiuno — Pisano — Sovazza — Tapigliano — Corciago.
18	Novara	Novara — Sezione I^a.
19	Novara	Novara — Sezione II^a.

N. d'ordine	SEDE della Sezione	COMUNI componenti ciascuna Sezione
20	Oleggio	Oleggio — Alzate — Agnellengo — Bellinzago — Barengo — Caltignaga — Morano Ticino — Mezzomerico — Momo — Pombia — Vaprio d'Agogna — Varallo Pombia.
21	Omegna	Omegna — Agrano - Campello Monti — Cireggio — Crusinallo — Fornero — Forno — Germagno — Loreglia — Luzzogno — Massiola — Nonio — Quarna Sopra — Quarna Sotto — Sambughetto.
22	Ornavasso	Ornavasso — Anzola — Cuzzago — Fomarco — Mergozzo — Miggianione — Premosello — Rumianca — Vogogna.
23	Orta.	Orta — Ameno — Armeno — Arola — Artò — Boletto — Cesara — Coiromonte — Isola San Giulio — Miasino — Pella — Pettenasco.
24	Pallanza	Pallanza — Bieno — Cavandone — Cossogno — Miazzina — Rovegro — Santino — Suna — Unchio.
25	Romagnano Sesia .	Romagnano — Cavallirio — Grignasco — Prato Sesia.
26	Santa Maria Maggiore	Santa Maria Maggiore — Albogno — Buttogno — Coimo — Craveggia — Dissimo — Druogno — Finero — Folsogno — Malesco — Olgia — Re — Toceno — Villette — Vocogno — Zornasco.
27	Scopa	Scopa — Alagna — Balmuccia — Boccıolato — Carcoforo — Campertogno — Mollia — Pila — Piode — Rassa — Rima — Rimasco — Riva — Valdobbia — Rossa — Scopello.
28	Stresa	Stresa — Baveno — Brisino — Carpugnino — Chignolo Verbano — Gignese — Magognino — Nocco — Stroppino — Vezzo.
29	Trecate	Trecate — Cerano — Sozzago.
30	Varallo Sesia. . . .	Varallo — Breia — Camasco — Cervarolo — Cervatto — Civiasco — Cravagliana — Crevolasesia — Doccio — Fobello — Locarno Sesia — Morca — Morondo — Parone — Quarona — Roccapietra — Rimella — Sabbia — Valmaggia — Vocca.
31	Varzo	Varzo — Trasquera.
32	Vespolate	Vespolate — Borgolavezzaro — Garbagna — Granozzo con Monticello — Nibbiola — Terdobbiate — Tornaco.

Visto: d'ordine di Sua Maestà:
Il Ministro d'Agricoltura, Industria e Commercio
RAVA.

Il Numero **CCCCXV** (*Parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto il testamento 17 febbraio 1631 con cui Giovan Battista Cartegni nominava suo erede universale una scuola di umanità da erigersi ed istituirsi nella terra di Bagnone sua patria;

Ritenuto che tale scuola non risponde più ai bisogni della popolazione di Bagnone e deve quindi essere trasformata, giusta la facoltà conferita dallo stesso testatore col codicillo 7 novembre 1633;

Veduto lo schema di statuto deliberato dal Consiglio comunale di Bagnone;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione;

Abbiamo decretato e decretiamo:

È approvato l'unito schema di statuto del lascito Cartegni in Bagnone, che sarà firmato, d'ordine Nostro, dal Ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 14 agosto 1904.

VITTORIO EMANUELE.

ORLANDO.

Visto, *Il Guardasigilli:* RONCHETTI.

Provincia di Massa-Carrara

COMUNE DI BAGNONE

STATUTO della fondazione « Cartegni » di Bagnone

Art. 1.

Il lascito del fu prof. Giov. Battista Cartegni, di Bagnone nella misura e nei modi determinati dal testamento 17 febbraio 1631 e codicillo 7 novembre 1633, è destinato al mantenimento di una scuola elementare superiore nel comune di Bagnone.

Art. 2.

L'istituzione è governata da una Commissione amministrativa di tre membri scelti dal Consiglio comunale di preferenza tra persone delle famiglie nominate o indicate, come esecutrici della sua volontà, dal testatore Giov. Battista Cartegni nel testamento e codicillo indicati all'articolo precedente.

Art. 3.

La Commissione amministra il patrimonio dell'istituzione e ne redige i bilanci annuali, preventivo e consuntivo, che, approvati dal Consiglio comunale, saranno uniti come allegati al conto ed al bilancio comunale e saranno soggetti all'approvazione del Consiglio scolastico.

Art. 4.

In riguardo alla scuola elementare, la Commissione ne sorveglia l'andamento economico, disciplinare e morale; cura l'osservanza delle leggi e dei regolamenti vigenti relativi all'istruzione e propone tutti quei provvedimenti che reputerà utili all'incremento della medesima.

Art. 5.

La scuola elementare superiore sarà dapprima unica mista; ma appena le rendite lo consentiranno, sarà sdoppiata in maschile e femminile e, possibilmente, verrà aggiunto un corso o scuola professionale per gli artisti ed operai.

Art. 6.

La scuola elementare superiore del comune di Bagnone mantenuta dal lascito « Cartogni », per rispetto alla sua classificazione alla nomina, conferma e licenziamento degli insegnanti, alla divisione in classi, ai programmi d'insegnamento, agli esami finali e quant'altro concerne il regime di detta scuola e degli insegnanti è considerata come comunale, e quindi subordinata alle vigenti leggi scolastiche ed ai relativi regolamenti, nonchè all'ispezione e vigilanza governativa.

Art. 7.

Alla scuola sono ammessi indistintamente quanti ne facciano domanda alla Commissione.

Gli scolari poveri del Comune di Bagnone e tutti gli scolari appartenenti alle famiglie di mediocre sostanza, ma molto numerose, pure nativi di Bagnone, saranno ammessi a frequentare la scuola gratuitamente, previa presentazione della domanda motivata e dei relativi certificati di povertà da esaminarsi dalla Commissione amministrativa che in ogni singolo caso deciderà quale alunno sia o meno meritevole dell'ammissione gratuita.

In caso di eccezioni le deliberazioni relative saranno risolute irrevocabilmente dalla Giunta comunale.

Art. 8.

Ad eccezione degli alunni di cui all'articolo precedente, tutti gli altri dovranno pagare all'economato della scuola L. 3 mensili, per mesi dieci all'anno. Da questa tassa non potranno essere esonerati gli alunni non appartenenti a famiglie native di Bagnone.

Art. 9.

Tutte le deliberazioni della Commissione dovranno essere approvate dal Consiglio municipale di Bagnone; contro i deliberati della Commissione e contro i conseguenti provvedimenti del Consiglio comunale è sempre ammesso ricorso al Consiglio provinciale scolastico, a cui è in ogni caso riservata l'approvazione definitiva di ogni deliberazione a norma dell'art. 13 del regolamento 3 novembre 1877, n. 4152.

Così definitivamente stabilito ed approvato dal Consiglio comunale in seduta 2 luglio 1904.

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
Il Ministro della Pubblica Istruzione
ORLANDO.

Il Numero CCCCXVI (*Parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto il decreto Prodittatoriale 17 ottobre 1860, n. 263;

Visto il fondo stanziato al capitolo 70 del bilancio passivo della Pubblica Istruzione per l'esercizio 1903-904;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Dal 1° ottobre 1903 è istituito in Adernò un ginnasio Regio.

Art. 2.

Alla tabella *C* del personale dirigente ed insegnante dei RR. licei e ginnasi, approvata con legge 12 luglio 1900, n. 259, sono aggiunti i seguenti posti:

1 Incaricato della Direzione	L. 500
1 Titolare del Corso superiore	» 2200
1 Reggente del Corso superiore	» 2000
1 Titolare del Corso inferiore	» 2000
2 Reggenti del Corso inferiore a L. 1800	» 3600
1 Reggente per la matematica	» 1800
1 Incaricato per il francese	» 1500
	L. 13600

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 29 agosto 1904.

VITTORIO EMANUELE

GIOLITTI.
ORLANDO.

Visto, *Il Guardasigilli:* RONCHETTI.

Il Numero CCCCXVII (*Parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto l'art. 84 della legge 31 marzo 1904, n. 140; che emana provvedimenti a favore della Provincia di Basilicata;

Veduta la tabella *G* annessa alla legge suddetta;

Veduta la tabella organica per il personale delle scuole tecniche governative, approvata con la legge 12 luglio 1900, n. 259 e modificata con successivi Regi decreti;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

La scuola tecnica comunale di Melfi è convertita in governativa dal 1° ottobre 1904.

Art. 2.

Alla tabella organica in vigore per il personale delle scuole tecniche governative sono aggiunti, dal 1° ottobre 1904, i posti seguenti:

1 incaricato della direzione	a L. 500	L. 500
5 professori reggenti	a » 1800	» 9000
3 professori incaricati	a » 1200	» 3600

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d' Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 29 settembre 1904.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.
ORLANDO.

Visto, *Il Guardasigilli:* RONCHETTI.

La Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene i seguenti RR. decreti:

Sulla proposta del Ministro dell' Interno:

N. CCCCXX (Dato a Racconigi, il 26 settembre 1904), col quale il fine del patrimonio del legato Moreschi è trasformato allo scopo di ricoverare poveri infermi ed il patrimonio stesso concentrato nella Congregazione di carità di Villanova Solaro.

Sulla proposta del Ministro d'Agricoltura, Industria e Commercio:

N. CCCCXXII (Dato a Racconigi, il 10 ottobre 1904), col quale si modifica lo statuto della Cassa di risparmio di Torino.

N. CCCCXXIII (Dato a Racconigi, il 10 ottobre 1904), col quale si autorizza la istituzione di una nuova Cassa di risparmio in Fossombrone.

Relazione *di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a* **S. M. il Re,** *in udienza del 15 settembre 1904, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Busto Arsizio (Milano).*

SIRE!

Il Consiglio comunale di Busto Arsizio per rivalità personali di alcuni suoi componenti si è venuto scindendo in piccoli gruppi fra loro inconciliabili.

La disgregazione cominciò a manifestarsi in occasione della discussione che ebbe luogo per la conferma di un medico condotto. Nell'adunanza furono con la massima vivacità espressi pareri del tutto diversi e conseguenza dell'acre dibattito furono le dimissioni di oltre un terzo dei consiglieri, del Sindaco e della Giunta.

Le elezioni suppletive non valsero a migliorare la situazione. Il sindaco e gli assessori dimissionari vennero rieletti dal rinnovato Consiglio con debole maggioranza. Essi accettarono l'incarico, ma ben presto si avvidero che non avrebbero potuto attuare il loro programma d'amministrazione. Infatti nella seduta del 22 giugno u. s. la Giunta ebbe in tutte le sue proposte la prevalenza per un sol voto, che per l'oggetto più importante, quale il piano regolatore, fu dato da uno dei consiglieri dissidenti.

Sindaco e Giunta vollero allora provocare un aperto voto di fiducia e scelsero l'occasione della rinnovazione del contratto con la Società per l'illuminazione a gas, contratto che il precedente Consiglio aveva già approvato in prima lettura.

Il contratto essendo stato respinto, essi nuovamente si dimisero, e sebbene in due successive adunanze fossero stati confermati in carica, mantennero la loro rinuncia.

Convocato altre due volte il Consiglio, non si ottenne alcun risultato, perchè gli eletti dichiararono subito di non accettare.

Stante la larga astensione di consiglieri e la dichiarazione dei pochi intervenuti alla seduta di non volersi più occupare di tale oggetto, la crisi è divenuta insanabile. Quindi altro rimedio non resta che quello di procedere allo scioglimento del Consiglio comunale, come provvede lo schema di decreto, che ho l'onore di sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà.

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 295 e 296 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 4 maggio 1898, n. 164;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Busto Arsizio, in provincia di Milano, è sciolto.

Art. 2. (1)

Il sig. dott. Luigi Carena è nominato Commissario straordinario per l'Amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale, ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Racconigi, addì 15 settembre 1904.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

(1) Con R. decreto 26 settembre 1904 è stato nominato Regio Commissario per il comune di Busto Arsizio il sig. avv. Paolo Lega in sostituzione del dott. Luigi Carena che per ragioni di servizio non ha potuto assumere l'incarico.

Relazione *di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a* **S. M. il Re,** *in udienza del 20 ottobre 1904, sul decreto che proroga i poteri del R. Commissario straordinario di Caridà (Reggio Calabria).*

SIRE!

Il R. Commissario di Caridà ha già definito varie pendenze e provveduto, per quanto gli è stato possibile, al riordinamento dell'Amministrazione comunale.

Deve ora procedere alla revisione dei consuntivi arretrati; dare un maggiore impulso agli atti per la rivendicazione di aree pubbliche e di terreni comunali usurpati dai proprietari frontisti; compilare il regolamento per la ripartizione delle acque irrigue e definire talune questioni per la costituzione del consorzio sanitario.

Tali lavori non possono essere ultimati se non prorogando di due mesi il periodo dell'Amministrazione straordinaria; ed a ciò provvede lo schema di decreto che ho l'onore di sottoporre all'Augusta firma della Maestà Vostra.

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Veduto il Nostro precedente decreto, con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Caridà, in provincia di Reggio Calabria;

Veduta la legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Caridà è prorogato di due mesi.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a San Rossore, addì 20 ottobre 1904.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Relazione *di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a* **S. M. il Re,** *in udienza del 20 ottobre 1904, sul decreto che proroga i poteri del R. Commissario straordinario di Greci (Avellino).*

SIRE!

Il R. Commissario di Greci non può, nell'ordinario periodo di tre mesi, dare un conveniente assetto ai pubblici servizi e migliorare le condizioni finanziarie del Comune.

Deve infatti completare la sistemazione degli atti dello stato civile, compilare i consuntivi del 1902 e 1903, dare un migliore avviamento a talune liti pendenti e specialmente a quelle contro gli ex-contabili, formare gli inventarî dei beni patrimoniali e procedere alla revisione delle matricole delle tasse.

È pertanto necessario prorogare di tre mesi il termine per la ricostituzione di quel Consiglio comunale, ed a ciò provvede lo schema di decreto che ho l'onore di sottoporre alla firma Augusta di Vostra Maestà.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Veduto il Nostro precedente decreto con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Greci, in provincia di Avellino;

Veduta la legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Greci è prorogato di tre mesi.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a San Rossore, addì 20 ottobre 1904.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

MINISTERO DELLE POSTE E TELEGRAFI

(SERVIZIO DEI TELEGRAFI)

AVVISO.

Il giorno 25 corr. in Anoia e in Maropati, provincia di Reggio Calabria, è stato attivato al servizio pubblico un ufficio telegrafico governativo con orario limitato di giorno.

Roma, 31 ottobre 1904.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale della Cassa dei Depositi e Prestiti e delle gestioni annesse

REGNO D'ITALIA

In conformità di quanto è disposto nell'articolo 21 del R. decreto 31 marzo 1864, n. 1725, sull'affrancamento dei canoni, censi ed altre prestazioni dovute ai corpi morali, si deduce a pubblica notizia, per norma di chi possa avervi interesse, che è stato dichiarato lo smarrimento del sotto designato certificato di annualità 5 0[0, e che un mese dopo la presente pubblicazione, ove non siano state presentate opposizioni, si procederà al rilascio del chiesto nuovo certificato:

« Iscrizione n. 11,525 — Firenze, 19 aprile 1875 — per l'annualità di lire tre e centesimi trenta (L. 3,30) a favore della Chiesa succursale, sotto il titolo di San Sebastiano in Gallodoro (Messina), con godimento dal 1° luglio 1875 e con la seguente avvertenza:

« Della presente annualità assieme alla rendita di L. 50 sul Gran Libro della Direzione Generale del Debito Pubblico, venne domandata l'iscrizione per eseguire l'affrancamento di una annua prestazione di L. 53,24, per titolo di canone, dovuta all'ente titolare dal sig. Domenico Durante fu Francesco, come risulta dall'istrumento del 15 marzo 1875, rogato Tomatore, notaio in Gallodoro ».

Roma, 27 ottobre 1904.

Il Direttore Generale
VENOSTA.

Direzione Generale del Debito Pubblico

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0[0, cioè: 918,273 e N. 918,274 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per L. 235 al nome di Gatti *Teresina* fu *Giuseppe* Alessandro, moglie di Ferrero Felice, domiciliata in Conegliano (Treviso), la prima con vincolo dotale, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intetarsi a Gatti *Angela-Teresa* fu *Giuseppe Alessandro* moglie ecc., vera proprietaria delle rendite stesse.

A' termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 21 ottobre 1904.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0[0, cioè: N. 932,076 di L. 585 - N. 932,077 di L. 395 al nome di Scotti Giuseppe fu Giuseppe, domiciliato a Torino, con annotazione d'usufrutto vitalizio a favore di *Jenny Gribbin* fu Bernardo, vedova di Carlo Scotti, furono così annotate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece annotarsi d'usufrutto vitalizio a favore della signora *Gribbin Maria Giovanna* fu Bernardo, vedova di Scotti Carlo vera usufruttuaria delle rendite stesse.

A' termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese

dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 19 ottobre 1904.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0], cioè: N. 933,149 d'inscrizione sui registri della Direzione Generale, per L. 350, al nome di Prato *Carola* fu avvocato cav. Giuseppe, moglie del cav. Leone Carutti di Cantogno, domiciliata a Torino, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Prato *Tommasina-Giuseppa-Carola-Maria, chiamata anche Orsola* fu avv. Giuseppe, moglie del cav. Leone Carutti di Cantogno, domiciliata a Torino, vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 19 ottobre 1904

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

AVVISO

Si notifica che nel giorno di mercoledì 16 novembre del corrente anno, alle ore 9, in una sala del palazzo ove ha sede questa Direzione Generale, in Roma, via Goito n. 1, con libero accesso al pubblico, si procederà, colle prescritte formalità, alle seguenti operazioni relative alle Obbligazioni da L. 500 ciascuna, 5 0[0], emesse pei lavori di sistemazione del Tevere, autorizzati colla legge 6 luglio 1875, n. 2583, serie 2ª, e cioè:

Obbligazioni emesse per la 2ª serie dei lavori, in esecuzione della legge 23 luglio 1881, n. 338, serie 3ª

20ª estrazione di n. 90 Obbligazioni, sulle 6985 ancora vigenti della 3ª quota - Emissione 1883 - RR. decreti 17 novembre 1884, n. 2779, e 24 dicembre 1885, n. 3586, serie 3ª.

18ª estrazione di n. 86 Obbligazioni, sulle 7068 ancora vigenti della 4ª quota - Emissione 1884 - RR. decreti 5 settembre 1886, n. 4070, 26 giugno 1887, n. 4658, e 20 settembre 1887, n. 4968, serie 3ª.

18ª estrazione di n. 86 Obbligazioni, sulle 7068 ancora vigenti della 5ª quota - Emissione 1885 - RR. decreti 26 giugno 1887, n. 4658, e 20 settembre 1887, n. 4968, serie 3ª.

Obbligazioni emesse in saldo della 7ª quota della 3ª serie dei lavori, legge 15 aprile 1886, n. 3791, serie 3ª, e quote a tutto l'esercizio finanziario 1894-1895 della 4ª serie dei lavori, legge 2 luglio 1890, n. 6936, serie 3ª, modificata da quella 7 giugno 1894, n. 221.

10ª estrazione di n. 159 Obbligazioni, sulle 20,368 attualmente vigenti - R. decreto 21 novembre 1894, n. 522.

Con successiva notificanza saranno pubblicati i resultati delle quattro estrazioni surriferite.

Roma, addì 29 ottobre 1904.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

Il Direttore Capo della 5ª Divisione
LUBRANO.

Direzione Generale del Tesoro (*Divisione Portafoglio*)

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi 31 ottobre in lire 100.00.

AVVERTENZA.

La media del cambio odierno, essendo di L. 99.98 e, quindi, non superiore alla pari, pel rilascio dei certificati dei dazi doganali del giorno 31, occorre il versamento in valuta in ragione di L. 100 per 100.

Il prezzo del cambio che applicheranno le dogane nella settimana dal 31 ottobre al 6 novembre 1904, per daziati non superiori a lire 100, pagabili in biglietti è fissato in lire 100.00.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Divisione Industria e Commercio

Media dei corsi dei Consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata di accordo fra il Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio e il Ministero del Tesoro (*Divisione Portafoglio*).

29 ottobre 1904

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl'interessi maturati a tutt'oggi
5 % *lordo*	103,91 12	101 91 12	102 62 60
4 % *netto*	103 72 08	101 72 08	102,40 56
3 ½ % *netto*	101,71 01	99,96 01	100 55 96
3 % *lordo*	73,35	72,15	73,15 89

CONCORSI

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO SEGRETARIO DI STATO PER GLI AFFARI DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DEI CULTI

Considerando che per circostanze impreviste è necessario rinviare le prove scritte dell'esame di concorso per il conferimento di 250 posti di uditore giudiziario, che dovrebbero avere principio il 24 novembre p. v.;

Decreta:

Le prove scritte per l'esame di concorso per il conferimento di 250 posti di uditore giudiziario, che, ai termini del decreto Ministeriale 7 luglio 1904, dovrebbero aver principio in Roma il giorno 24 novembre p. v., sono prorogate ai giorni 5, 6, 7, 9, 10, 12 dicembre p. v.

Dato a Roma, addì 30 ottobre 1904.

Il Ministro
RONCHETTI.

Consiglio Scolastico Provinciale di Vicenza

AVVISO DI CONCORSO.

Inerentemente allo Statuto organico dell'Istituto « Dame Inglesi » in Vicenza, è aperto il concorso a quattro posti semi gratuiti nell'Istituto suddetto per un corso di studi di *sette anni*, sotto l'osservanza delle seguenti norme:

1. L'istanza di concorso dovrà essere corredata:

a) della fede di nascita della aspirante, la quale non può essere ammessa prima del settimo, nè dopo l'undicesimo anno compiuto;

b) di un attestato medico da cui apparisca essere la aspirante di sana e robusta costituzione, atta all'ordinario regime dell'Istituto, nonchè di aver subito con buon esito la vaccinazione;

c) attestato scolastico dimostrante aver essa già avuta una prima istruzione elementare;

d) dell'obbligazione del padre, o di chi ne fa le veci, di adempiere alle condizioni prescritte nei seguenti articoli 3 e 4.

2. I posti di concorso vengono accordati a figlie di genitori benemeriti per opere dell'ingegno, o per servizi prestati nella milizia, nella magistratura o nelle pubbliche amministrazioni, e dovrà perciò corredarsi la domanda dei seguenti documenti:

e) estratto anagrafico della famiglia;

f) dichiarazione della sostanza della famiglia, degli assegni o pensioni dei genitori, dei sussidi graziali dei figli anche se ne abbiano goduto in passato, il tutto convalidato dal Sindaco del luogo;

g) documenti comprovanti la condizione, i servigi e le benemerenze del padre.

3. Ogni alunna ammessa nell'Istituto deve portare seco il corredo descritto nell'allegato *C* del regolamento organico.

4. La metà dell'annua retta da corrispondersi è di L. 386 pagabili in due rate semestrali anticipate.

5. Le istanze, cogli annessi documenti, in carta bollata, dovranno essere dirette al Consiglio Scolastico non più tardi del 5 novembre 1904, avvertendosi che non saranno prese in considerazione e saranno senz'altro restituite le istanze mancanti di documenti o per altro motivo non conformi a quanto è indicato in questo avviso.

Vicenza, 18 settembre 1904.

Il Provveditore agli Studi
LIOY.

Parte non Ufficiale

DIARIO ESTERO

La stampa inglese accoglie, meno poche eccezioni, con compiacenza la soluzione del dissidio con la Russia.

Il *Times* dice che le dichiarazioni del sig. Balfour sulla fine dell'incidente nel Mare del Nord provocheranno in tutto il mondo civile sentimenti di profondo sollievo e di profonda soddisfazione.

« Il Governo russo ha esaudito – scrive il *Times* – con uno spirito di conciliazione e di giustizia, benchè un po' tardi, le domande che l'Inghilterra aveva formulate come il *minimum* irreducibile che il Governo era deciso esigere ».

Il *Times* dice poi che non è un segreto che la Francia, ha rappresentato una parte importante nelle trattative delicate, che hanno reso possibile una soluzione soddisfacente, e fa l'elogio dell'attitudine francese durante la contesa, e particolarmente dell'accordo cordiale in generale.

Il *Daily Telegraph* commenta in questi termini il « benvenuto accordo »:

« Preferiamo considerare il risultato come un trionfo del senso comune, della giustizia e dell'umanità, e quantunque Balfour non ne abbia parlato, gli inglesi non potranno mai dimenticare la giudiziosa e onorevolissima parte presa dal sig. Delcassé e dall'ambasciatore francese Cambon, in qualità di amici di una delle due Potenze e di alleati dell'altra, per la soluzione del conflitto ».

Il *Daily Chronicle* dice:

« La detenzione della flotta russa a Vigo è la miglior sicurezza che poteva esser ottenuta contro i pericoli della rinnovazione di una simile offesa verso le Potenze neutrali. Ciascuno dei comandanti delle navi della flotta russa sarà così costretto a riconoscere che una simile condotta può trascinare il suo paese verso il rischio di rappresaglie, la sua flotta nel pericolo della detenzione, e sè stessi nell'obbligo di essere chiamati a renderne conto ».

***

L'*Agenzia Reuter* reca in data 28 ottobre:

« La mobilitazione della squadra inglese che doveva essere compiuta per domani fu rimandata fino a nuovo ordine ».

***

L'*Agenzia Ritzau*, di Copenaghen, traendo argomento dal telegramma giunto da Tokio, in data 27 corrente, allo *Standard*, con cui il Giappone si lagna del contegno della Danimarca verso la flotta del Baltico, dichiara, in base a informazioni raccolte, che la Danimarca si attenne strettamente alle norme per la neutralità vigenti in Danimarca e che concordano con le norme prese dalla Svezia-Norvegia. Nessuna nave della squadra russa imbarcò carbone in porti danesi, e in nessun porto della Danimarca si osservarono navi con carico di carbone per la flotta del Baltico.

***

Si ha per telegrafo da Berna:

« L'ufficio interparlamentare per la pace ha diretto ai membri del Consiglio dell'ufficio uno scritto in cui questi vengono esortati a spiegare tutta la loro influenza affinchè l'invito di Roosevelt ad una nuova Convenzione dell'Aja trovi accoglienza favorevole presso i loro Governi ».

***

Telegrafano da Sofia, 28 ottobre:

« Nel pomeriggio il principe Ferdinando inaugurò la sessione della Sobranje con un discorso, in cui rilevò che le passioni politiche si vanno gradatamente calmando, e che quindi il popolo può dedicarsi al lavoro utile. Accennò all'incremento del commercio e del pubblico benessere.

« Parlando dei fatti di Macedonia rilevò i benefici effetti dell'accordo turco-bulgaro, che consistono nella scarcerazione dei detenuti, nel rimpatrio degli esiliati, nell'assunzione d'un prestito d'un milione di franchi per soccorsi alle vittime dei fatti della Macedonia e nel ristabilimento di rapporti normali colla Turchia.

« Dopo aver constatato l'esistenza di buoni rapporti con tutte le potenze estere, il discorso del Trono rilevò i sentimenti di simpatia della nazione bulgara per la Russia, i quali per la nazione liberatrice dei bulgari

sono di speciale valore in questi tempi in cui la Russia sostiene così ardue prove.

« I convegni del Principe coll'Imperatore Francesco Giuseppe e col Re d'Inghilterra sono designati nel discorso come prove della generale fiducia nella Bulgaria.

« Il convegno di Nisch fu il primo passo verso la realizzazione d'un'intesa serbo-bulgara, imposta già dalla comunanza d'interessi fra i due paesi. Un pegno dei rapporti cordiali fra le due case regnanti e i due popoli fratelli è anche l'imminente visita del Re di Serbia a Sofia.

« Infine il discorso del Trono, richiamandosi alle brillanti manovre autunnali, constata che, in grazia dei sacrifici sostenuti dal popolo per l'esercito, si può mirare fiduciosi incontro all'avvenire; e chiude coll'annunziare una serie di importanti progetti di legge ».

NOTIZIE VARIE

ITALIA.

A Vittorio Bersezio. — Ieri, a Peveragno, alla presenza dell'on. ex-ministro Galimberti, degli on. senatori Faldella, Carle e Riberi, delle autorità locali, di numerosissimi artisti e letterati, fra i quali Grosso, Delleani, Rubino, Biscarra, Giani, Giannino Antona-Traversi e Lopez, e di molta folla, venne solennemente inaugurato il monumento a Vittorio Bersezio, opera egregia dello scultore prof. L. Bistolfi.

L'on. Galimberti pronunciò il discorso commemorativo. L'oratore, tra vivissima attenzione, esordì ricordando l'influenza del Bersezio sui giovani ed accennando alla versatilità del suo ingegno. Riferì i notevoli giudizi del Coppino e del Camerini.

Ricordò lo storico, il soldato, l'uomo politico ed il giornalista sempre fedele alla sua bandiera; l'oratore toccò della vita politica di Vittorio Bersezio e terminò evocando le più belle creazioni del grande artista, che al suo monumento formano la più nobile corona.

Il discorso dell'on. Galimberti fu ripetutamente e calorosamente applaudito.

Dopo la cerimonia ebbe luogo un banchetto di duecento coperti.

Aderirono alla simpatica festa tutti i Ministri, Giosuè Carducci, Edmondo De Amicis, Antonio Fogazzaro, il conte Nigra, Salvatore Farina e numerose altre notabilità artistiche e letterarie.

Ricordi di un prode. — Il sindaco Colonna ha ricevuto le figlie del fu generale Filippo Cerroti che gli hanno consegnato l'elmo, le armi, la divisa e le decorazioni del generale.

Le memorie saranno conservate in Campidoglio coi ricordi degli altri benemeriti del riscatto nazionale.

Per gli elettori politici. — Un manifesto del Sindaco avvisa che le operazioni elettorali avranno principio, colla costituzione del seggio provvisorio, alle ore 9 del dì 6 novembre prossimo, nei locali e secondo la circoscrizione dei Collegi e delle relative sezioni indicate nel prospetto apposito.

Per essere ammessi nei locali delle elezioni, gli elettori dovranno presentare di volta in volta il certificato di iscrizione che precedentemente sarà loro inviato. Questo certificato dovrà essere conservato dagli elettori per l'eventualità di una votazione di ballottaggio che, ove occorra, avrà luogo il giorno 13 dello stesso mese.

Gli elettori che non ricevessero il suddetto certificato, potranno ritirarne il duplicato presso la Direzione dell'ufficio comunale di statistica in Campidoglio.

Nuovo ufficio postale. — Da domani sarà aperto, in Roma, il nuovo ufficio postale n. 16, all'Esedra di Termini, presso l'ufficio telegrafico digià esistentevi.

Notizie agrarie. — Il riepilogo delle notizie agrarie della seconda decade del corrente ottobre, reca:

Mentre continuano i lavori di semina del frumento, questo già incomincia a germogliare nei campi ove la semina ha avuto luogo prima.

Le migliorate condizioni del tempo hanno permesso di portare quasi dappertutto a compimento la vendemmia, che dà in talune parti del Mezzogiorno un prodotto non molto abbondante. Le giornate asciutte di questa decade furono pure favorevoli alla stagionatura del granturco e del riso. Prodotto abbondante danno la raccolta delle castagne e quella, ora iniziata, delle ghiande.

L'olivo è alquanto depresso nel Mezzogiorno ed in Sicilia, dove il frutto è scarso ed attaccato dalla mosca olearia.

Movimento commerciale. — Nei giorni di giovedì e venerdì scorsi, furono caricati, nel porto di Genova, 2630 carri, di cui 879 di carbone per i privati e 255 di grano per l'interno.

Ne furono scaricati 574, dei quali 399 per imbarco.

Marina militare. — La R. nave *Palinuro* è giunta a Rosas; la *Volturno* è partita da Zanzibar per Mogadiscio.

Nelle riviste. — L'*Illustrazione italiana*, nel numero del 30 corr., oltre ad uno sceltissimo testo, contiene numerosissime incisioni artistiche sui principali avvenimenti del giorno nella guerra russo-giapponese, ecc, parecchi ritratti di personalità illustri, ecc.

Marina mercantile. — È giunto il 27 a New-York il *Königin Louise*, del N. L. A Colon è giunto il 28 il *Centro-America*, della Veloce, e da San Vincenzo ha proseguito pel Brasile il *Las Pamas*, della stessa Società. Da Porto-Said ha proseguito per Genova il *D. Balduino*, della N. G. I.; da Singapore è partito per Hong-Kong l'*Ischia*, della stessa Società; e da Montevideo per Genova il *Perseo*, pure della N. G. I.

Il piroscafo *Las Palmas*, della S. I., partì ieri l'altro da Buonos-Ayres per Santos.

ESTERO.

Alla Società geografica inglese. — La Società geografica reale inizierà la sessione invernale di conferenze il 7 novembre prossimo.

La Società offrirà una medaglia commemorativa ai membri della spedizione polare antartica *Discovery*, ed il capitano Scott, che fu l'anima della spedizione, leggerà un'elaborata relazione, che verrà illustrata con proiezioni fotografiche.

La lettura avrà carattere generale. In successive conferenze il luogotenente Royds tratterà delle osservazioni meteorologiche, il prof. Ferrar delle scoperte geologiche, ed il sig. Bernacchi esporrà le osservazioni fatte sul magnetismo terrestre di quelle regioni.

La relazione completa del viaggio della *Discovery* verrà pubblicata nel giugno p. v. e sarà voluminosissima, contenente oltre 2000 incisioni ricavate da disegni e fotografie.

Dopo queste conferenze, il 21 novembre, il dott. Hunter Workman darà relazione del suo viaggio nell'Himalaya occidentale, ed il 12 dicembre il maggiore Deime Radcliffe parlerà delle sue esplorazioni nell'Africa orientale.

A questa seguiranno altre conferenze, relative all'Asia Minore, all'Abissinia ed alla Patagonia.

Commercio dell'Isola di Creta. — Il *Foreign Office* pubblica un rapporto del vice console britannico alla Canea, sig. Laxelles, sul commercio dell'isola durante il 1903.

Questo ammontò complessivamente a sterline 1,019,341, con un aumento di sterline 220,315 sull'anno precedente. Le esportazioni ammontarono a sterline 439,167, le importazioni a sterline 580,174: nel complesso la situazione commerciale è molto migliorata in confronto di quel che era due anni addietro; ed a questo fatto ha contribuito in buona misura anche l'organizzazione della gendarmeria, veramente eccellente, la quale ha reso segnalati servigi, riuscendo ad indurre la popolazione delle campagne

ad assumere di nuovo con tranquillità i lavori normali. La tranquillità nell'interno dell'isola ha indotto, per riflesso, i commercianti delle città a riattivare relazioni coi centri esteri di produzione.

Venendo a parlare del commercio delle cotonate, il rapporto afferma che questo è passato completamente nelle mani degli italiani i quali mandano merci di buona qualità, meglio rispondente, per colori e disegni, della consimile inglese ai gusti del paese, e ad un prezzo molto inferiore.

Parimenti l'Italia si è accaparrata completamente il commercio delle chincaglierie d'ogni genere.

Il commercio del ferro lavorato ed in sbarre è in mano ai tedeschi ed ai belgi.

Tutte le case italiane, germaniche e belghe accordano ai compratori un credito variante da tre a sei mesi pel pagamento.

Gli inglesi invece persistono nel volere il pagamento a contanti ed il loro commercio ne soffre grandemente.

Le campagne in Francia. — Da rapporti pervenuti al Ministero di Agricoltura in Francia, risulta che le semine di autunno proseguono dappertutto in eccellenti condizioni.

La raccolta delle barbabietole si fa pure in buone condizioni e la deficienza del numero sarà un po' compensata dalla densità.

Le patate non danno che un mediocre risultato.

In Algeria ed in Tunesia i lavori sono stati contrariati alcuni giorni fa da una temperatura anormale; ma il bel tempo è ritornato e la superficie delle terre seminate d'ogni sorta di cereali è nuovamente aumentata.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

ESERCITO DEL GENERALE KUROKI (VIA FUSHAN), 28. — I giapponesi hanno dato ieri una prova della loro energia, respingendo i russi da un'alta collina situata a 10 miglia all'est della ferrovia, di fronte alle linee del generale Kuroki.

Questa posizione, che costituisce dal punto di vista strategico un importante posto di osservazione, era il solo punto che i russi occupassero ancora al sud di Kao. I russi vi si erano trincerati con dei cannoni automatici. I giapponesi si impadronirono di due di questi cannoni, prendendo d'assalto la seconda trincea e ferirono un gran numero di russi che stavano discendendo precipitosamente lungo il fianco della collina.

In seguito ad un attacco a corpo a corpo i giapponesi ebbero 20 morti e 80 feriti. I russi lasciarono 30 cadaveri.

Quando le trincee furono prese i russi si ritirarono sull'altra sponda del fiume. Le batterie fecero piovere senza successo delle granate a mitraglia sulle posizioni occupate dai giapponesi.

TANGERI, 29. — Sono giunte tre navi da guerra russe con una carboniera.

Le navi attendono all'imbarco di viveri per mezzo di vapori speciali.

Esse non hanno scambiato alcun saluto.

Le navi sono sorvegliate da vedette.

PARIGI, 29. — Il presidente del Consiglio, Combes, intervenuto in seno alla Commissione per la separazione della Chiesa dallo Stato, le ha sottoposto il testo del progetto che il Governo chiede sia sostituito al progetto primitivamente accettato dalla Commissione.

Le differenze essenziali fra i due progetti sono le seguenti:

La Commissione stabiliva a favore degli ecclesiastici che hanno oltre 45 anni di età pensioni vitalizie che non oltrepassano 1200 franchi; il presidente del Consiglio, Combes, assegna invece 600 franchi ai rettori delle chiese che hanno oltre i 40 anni, 750 franchi a quelli di oltre 50 anni e 900 franchi a quelli di oltre 60 anni. I vicari riceveranno rispettivamente 250, 300, 350 franchi a seconda dell'età. Il nuovo progetto assegna pure un'indennità di 400 franchi ai ministri del culto durante i quattro anni che seguiranno la separazione della Chiesa dallo Stato, onde lasciare tempo alle Associazioni attuali di realizzare le rendite necessarie all'esercizio del culto.

I beni anteriori al Concordato sono messi per dieci anni a disposizione delle Associazioni con l'obbligo ad esse di pagare alcuni canoni.

I beni posteriori al Concordato saranno messi gratuitamente a disposizione delle Associazioni sotto la forma di concessioni decennali, rinnovabili di diritto su semplice domanda delle Associazioni.

Il progetto nuovo proibisce formalmente le processioni e le altre manifestazioni pubbliche. Il suono delle campane sarà sottoposto ad un regolamento compilato dall'amministrazione pubblica.

Il progetto di Combes mantiene la direzione dei culti che la Commissione sopprimeva e lascia impregiudicata la questione del mantenimento dell'Ambasciata presso il Vaticano che la Commissione pure sopprimeva; autorizza inoltre l'aggruppamento delle Associazioni di qualsiasi culto entro i limiti di un dipartimento, mentre la Commissione permetteva alle Associazioni attuali di raggrupparsi in federazioni.

Il progetto di Combes aumenta infine le pene stabilite per la repressione dei reati commessi nell'esercizio del culto o sotto il pretesto dell'esercizio del culto.

PARIGI, 29. — *Consiglio di guerra.* — Tutta l'udienza è stata consacrata all'audizione dei testimoni, i quali non hanno deposto niente di nuovo.

L'udienza è stata rinviata a lunedì.

TOKIO, 29. — Si conferma ufficialmente la notizia che i giapponesi si sono impadroniti di On-ai-taa-chan.

VIGO, 29. — Il Consolato inglese ha ricevuto un telegramma concernente il vettovagliamento delle navi della squadra della Manica che devono giungere in questo porto stanotte o domani.

Il comandante del porto ha partecipato all'ammiraglio russo la autorizzazione del Governo di trattenersi nelle acque di Vigo durante il tempo necessario per l'inchiesta.

L'equipaggio della squadra russa persiste nondimeno ad annunciare che partirà oggi: i piloti si trovano a bordo delle rispettive navi.

MALTA, 29. — Le corazzate inglese *London* e *Formidable* sono partite per Gibilterra.

Le contro-torpediniere *Bat* e *Panther* sono rimaste qui per riparare alcune avarie riportate in seguito ad una collisione avvenuta la notte di giovedì a quindici miglia al largo dell'isola di Gozo.

PIETROBURGO, 29. — Lo Stato Maggiore dell'esercito comunica che nei combattimenti dal 9 al 18 corr., vi furono ottocento ufficiali e quarantacinque mila soldati fra morti, feriti e scomparsi.

ROMA, 29. — La Legazione del Giappone comunica all'*Agenzia Stefani* il seguente dispaccio da Tokio:

Un rapporto del maresciallo Ohyama dice: Un distaccamento del nostro esercito di destra ha attaccato il 23 corr, due battaglioni di fanteria russa a De-tu-shan. Il distaccamento giapponese vi ha incontrato accanita resistenza da parte dei russi, ma ha infine occupato quella località e si è impadronito di due cannoni. Ieri i russi hanno bombardato De-tu-shan dal mattino fino al pomeriggio, indi sono sono scomparsi.

Il rapporto aggiunge che dopo questo combattimento non ve ne fu alcun altro.

CARACAS, 29. — Il Venezuela ha proibito il transito sul fiume Zulia.

TANGERI, 29. — È giunto nel pomeriggio un incrociatore inglese proveniente da Gibilterra.

Esso è ripartito immediatamente per Larrache. Si dice che le

navi russe giunte oggi si tratterranno in queste acque fino a che non sarà definita la vertenza relativa all'incidente del Mare del Nord.

BRUXELLES, 29. — Il *Petit Bleu* crede che l'affare dei battelli danese e norvegese, i quali affermano di essere stati cannoneggiati dalla squadra russa domenica scorsa, sarà portato dinnanzi alla Commissione di arbitrato insieme coll'affare dei battelli da pesca di Hull.

PIETROBURGO, 29. — L'*Agenzia telegrafica russa* riceve da Da-dzi-pu, in data d'oggi, che agli avamposti presso i villaggi di Tson-tin e Pu-tsao-wa, i giapponesi hanno mostrato oggi qualche attività.

Un distaccamento del reggimento Samara si è battuto per tutta la giornata, con vario successo, col nemico, che era forte di un reggimento di fanteria.

Durante la notte i giapponesi, avendo ricevuto rinforzi, occuparono il villaggio di Tsy-tsin, che è rimasto totalmente distrutto dal fuoco.

PARIGI, 29. — Mollin, ufficiale d'ordinanza del ministro della guerra, generale André, messo in causa ieri durante la discussione alla Camera dei deputati, ha offerto le proprie dimissioni, che sarebbero state accettate.

Il ministro della guerra ha ordinato un'inchiesta circa i fatti rivelati.

MADRID, 29. — La Camera dei deputati ha continuato la discussione delle domande di autorizzazione a procedere contro alcuni deputati.

La seduta è stata tumultuosa.

Il presidente ha poi deciso che la Camera si riunisca in comitato segreto per esaminare i fatti avvenuti, le minaccie e gli insulti scambiati durante la seduta.

Indi la seduta è stata tolta.

BELGRADO, 30. — Il Re Pietro, accompagnato dal presidente del Consiglio, Gruic, dal ministro degli affari esteri, Pasic, e dall'addetto militare bulgaro, colonnello Hessaptchiew, è partito iersera per Sofia.

PARIGI, 30. — Il Guardasigilli, Vallé, ha presieduto iersera un banchetto in occasione del centenario del Codice civile.

Vi assistevano il Ministro della pubblica istruzione, Chaumié, l'on. senatore italiano Oronzo Quarta, procuratore generale della Corte di cassazione di Roma, ed altre notabilità.

Il Ministro Vallé ringraziò i delegati ed i dotti stranieri e li pregò di trasmettere ai loro Sovrani i voti del popolo francese.

Lardy, delegato svizzero, ringraziò a nome dei rappresentanti esteri.

MADRID, 30. — Il Ministro degli affari esteri, Sampedro, ha dichiarato che la Russia ha sollecitato dalla Spagna l'autorizzazione per la flotta russa di trattenersi nelle acque di Vigo fino al termine dell'inchiesta. La Spagna ha consultato in proposito i suoi rappresentanti all'estero, che hanno dato parere favorevole alla domanda.

L'autorizzazione riguarda soltanto le navi ancorate a Vigo.

BERLINO, 30. — La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* annunzia che, in seguito a conferenze che il Cancelliere dell'Impero conte di Bülow, ebbe recentemente con l'Ambasciatore d'Austria-Ungheria, conte de Szögyeny, il Segretario di Stato per l'interno, conte Posadowski, si recherà fra qualche giorno a Vienna, allo scopo di terminare i negoziati per la conclusione del trattato di commercio austro-tedesco.

PIETROBURGO, 30. — Si sta svolgendo ad Helsingfors il processo per alto tradimento contro l'ex-senatore finlandese Schaumann, padre dell'assassino del Governatore Bobrikoff.

Un documento, rinvenuto fra le carte appartenenti all'imputato, viene considerato come il principale capo dell'accusa, perchè contiene un progetto di organizzazione di associazioni segrete di tiro allo scopo di preparare in Finlandia una sollevazione a mano armata.

Schaumann ha riconosciuto che il documento fu effettivamente scritto di suo pugno e che gli intenti espressi sono criminosi, ma ha soggiunto che non pensò mai alla pratica realizzazione di siffatti propositi.

PIETROBURGO, 30. — Il ministro degli affari esteri, conte di Lamsdorff, ha diretto all'ambasciatore russo a Londra, conte di Benckendorff, il seguente telegramma, datato da Tzarskoie Selo, 28 corrente:

« Desiderando di fare la maggior luce possibile su tutto ciò che avvenne nel Mare del Nord, il nostro augusto signore riterrebbe utile di deferire lo scrupoloso esame di questa questione alla Commissione internazionale d'inchiesta prevista dalla Convenzione dell'Aja.

« Per ordine dello Czar, vostra eccellenza è invitata a proporre questo metodo di soluzione al Governo inglese ».

L'ambasciatore, conte di Benckendorff, ha così risposto, in data del 28 corrente:

« Ho fatto al ministro degli affari esteri, marchese di Lansdowne, la comunicazione ordinatami dal telegramma che vostra eccellenza mi ha diretto oggi da Tzarskoie Selo. Il Governo inglese accetta la proposta di deferire l'esame di ciò che avvenne nel Mare del Nord alla Commissione internazionale prevista dalla Convenzione dell'Aja ».

GIBILTERRA, 30. — Una flottiglia di torpediniere russe si trova lungo la costa africana. La torpediniera inglese 93 la segue.

PIETROBURGO, 30. — Il generale Linievitch è atteso a Mukden, ove deve giungere da Vladivostock. Le comunicazioni fra Ce-fu e Port Arthur sono diventate estremamente difficili in seguito al crescente stringimento del blocco ed alle tempeste autunnali.

VIENNA, 30. — Stamane vi è stata una conferenza fra i ministri austriaci ed i ministri ungheresi sotto la presidenza del conte Goluchowski.

Fu trattata la questione dei negoziati commerciali colla Germania.

PIETROBURGO, 30. — Lo Czar ha ricevuto oggi in udienza privata l'ambasciatore inglese, Sir C. S. Scott.

Il colloquio è durato oltre un'ora.

Il generale Kaulbars, capo della circoscrizione militare di Odessa, è stato destinato al comando di un esercito in Manciuria.

SOFIA, 30. — Il Re Pietro di Serbia è giunto stamane, alle ore 9, ed è stato ricevuto alla stazione dal Principe Ferdinando, che era circondato dal personale dell'Agenzia diplomatica serba, dai Ministri, dal Metropolita di Sofia, dalla Presidenza della Sobranje e dalle rimanenti alte cariche dello Stato.

Il Re Pietro ed il Principe Ferdinando si abbracciarono cordialissimamente.

Le artiglierie facevano salve.

Il Re ed il Principe, usciti dalla stazione, salirono in carrozza e si recarono al Palazzo principesco fra incessanti acclamazioni della folla che gremiva le vie lungo il percorso del corteo.

All'ingresso in città, il Sindaco, attorniato dai consiglieri comunali, dalla colonia serba e dalle corporazioni cittadine, offerse al Re Pietro, sotto un magnifico arco di trionfo, il tradizionale dono del pane e del sale.

Alle ore 10 il Re Pietro ricevette il Corpo diplomatico e quindi accompagnato dal Principe Ferdinando, si recò alla Cattedrale, ove fu cantato un *Te Deum*.

A mezzogiorno al Palazzo principesco vi fu una colazione di famiglia.

La città è imbandierata.

PIETROBURGO, 30. — (*Ufficiale*) — Un telegramma del generale Kuropatkine, in data del 29 corr., dice:

Non ho ricevuto oggi alcun rapporto segnalante combattimenti col nemico.

Il 28, durante una forte ricognizione di cavalleria, dopo un combattimento a piedi, a cui prese anche parte l'artiglieria, noi occupammo il villaggio di Tchin-tchian-tan. Il nemico si ritrò su San-de-pu.

I giapponesi tentarono il 28 corr. di sloggiare i cacciatori volontari russi da un villaggio situato ad un chilometro ad ovest di Tchian-tianpu, cannoneggiando violentemente il vilaggio stesso durante l'intera giornata, ma i nostri cacciatori riuscirono a mantenere la posizione e subirono solamente perdite insignificanti.

Un distaccamento nemico, composto di due compagnie di fanteria con due cannoni a mitralia e due squadroni di cavalleria, ha tentato di sloggiare la nostra avanguardia dal villaggio di Tcha-chu, a sei chilometri dal passo di Uan-fu-ling, ma venne respinto.

I nostri cacciatori, nella notte dal 28 al 29, hanno esplorato una montagna dominata da un tempio buddista, situato a due chilometri al sud di Yang-si-tun, lasciato da noi il 27 corr.

Alcuni cacciatori hanno occupato improvvisamente la linea interna delle trincee, ma sono stati colpiti da un fuoco di fucileria proveniente dalle file superiori.

Cinque tiratori hanno dato la scalata alla montagna ed hanno raccolto un soldato russo gravemente ferito, che era stato ivi abbandonato dopo il combattimento del 27 corr.; poi il distaccamento si è ritirato verso le sue posizioni, scambiando colpi di fucile col nemico.

Un altro distaccamento di cacciatori, che, nella nottata, era penetrato in una trincea nemica situata di fronte alla collina di Pu-ti-low, accese due pertiche a guisa di segnale: ciò provocò vivo allarme in un largo raggio occupato dai giapponesi. I cacciatori, avendo occupato il villaggio di Fingsin, ad un chilometro al sud di Liu-dzia-tun, sono stati attaccati nella notte da forze superiori e si sono ritirati verso Liu-dzian-tun. I nostri cacciatori hanno ripreso l'offensiva ed hanno nuovamente occupato Fingsin, che era stato completamente incendiato dai giapponesi.

SHAGAI, 30. — L'assalto generale di Port Arthur continua vigorosamente.

I giapponesi hanno occupato altre due posizioni.

PIETROBURGO, 31. — Si assicura che il Ministro degli affari esteri, conte di Lamsdorff, abbia conferito lungamente iersera con lo Czar sull'incidente del Mare del Nord.

WASHINGTON, 30. — Il segretario di Stato, Hay, ha inviato una nota alle potenze, relativa alla proposta del Presidente Roosevelt di convocare all'Aja una nuova conferenza.

La nota non soltanto accenna alla riunione della nuova conferenza per studiare i mezzi di rendere più efficaci le deliberazioni prese nella Conferenza anteriore, ma rileva l'opportunità di concludere trattati d'arbitrato e di istituire congressi internazionali, che debbano riunirsi periodicamente.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
del R. Osservatorio del Collegio Romano
del 30 ottobre 1904

Il barometro è ridotto allo zero	—
L'altezza della stazione è di metri	50,6
Barometro a mezzodì	757,7.
Umidità relativa a mezzodì	49
Vento a mezzodì	SW.
Stato del cielo a mezzodì	sereno
Termometro centigrado { massimo	17,5.
Termometro centigrado { minimo	6°,9
Pioggia in 24 ore	0.

30 ottobre 1904.

In Europa: pressione massima di 775 sul golfo di Riga, minima di 758 sulla Grecia.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito di 1 a 4 mill. temperatura aumentata; pioggie al nord, pioggiarelle sul medio e basso versante Adriatico.

Barometro: minimo di 760 al SE, massimo a 765 all'estremo nord.

Probabilità: venti deboli o moderati tra nord e levante; cielo vario sull'Italia inferiore e Sicilia, quasi ovunque nuvoloso altrove con qualche pioggia.

BOLLETTINO METEORICO
dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 30 ottobre 1904.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA Massima (nelle 24 ore precedenti)	TEMPERATURA Minima (nelle 24 ore precedenti)
Porto Maurizio	3/4 coperto	legg. mosso	16 4	12 2
Genova	1/4 coperto	legg. mosso	13 0	10 7
Massa Carrara	sereno	calmo	13 9	8 6
Cuneo	coperto	—	11 8	6 4
Torino	coperto	—	9 8	7 0
Alessandria	coperto	—	10 5	8 4
Novara	coperto	—	17 4	15 0
Domodossola	piovoso	—	9 4	6 6
Pavia	coperto	—	9 5	8 0
Milano	3/4 coperto	—	10 5	8 3
Sondrio	coperto	—	12 9	6 3
Bergamo	coperto	—	12 0	6 5
Brescia	—	—	—	—
Cremona	nebbioso	—	9 4	6 2
Mantova	nebbioso	—	11 8	9 1
Verona	3/4 coperto	—	11 7	9 0
Belluno	3/4 coperto	—	8 6	7 0
Udine	1/4 coperto	—	16 3	11 1
Treviso	1/2 coperto	—	15 1	10 4
Venezia	3/4 coperto	calmo	15 9	12 1
Padova	coperto	—	12 7	9 9
Rovigo	3/4 coperto	—	12 0	3 2
Piacenza	coperto	—	11 7	7 2
Parma	coperto	—	9 6	7 5
Reggio Emilia	coperto	—	9 8	6 5
Modena	3/4 coperto	—	10 7	7 7
Ferrara	nebbioso	—	10 7	9 0
Bologna	sereno	—	9 9	8 5
Ravenna	sereno	—	10 0	6 1
Forlì	sereno	—	11 2	8 2
Pesaro	sereno	calmo	13 4	10 5
Ancona	coperto	mosso	13 2	11 1
Urbino	sereno	—	10 1	6 5
Macerata	1/4 coperto	—	12 1	8 5
Ascoli Piceno	sereno	—	15 5	9 0
Perugia	sereno	—	12 4	7 0
Camerino	coperto	—	10 8	7 1
Lucca	sereno	—	14 4	5 2
Pisa	sereno	—	18 0	5 8
Livorno	1/4 coperto	calmo	16 0	9 5
Firenze	sereno	—	15 4	6 6
Arezzo	sereno	—	13 8	7 0
Siena	sereno	—	14 2	6 4
Grosseto	—	—	—	—
Roma	sereno	—	16 6	6 9
Teramo	sereno	—	15 1	5 2
Chieti	sereno	—	14 8	4 0
Aquila	sereno	—	12 4	3 6
Agnone	sereno	—	9 2	6 2
Foggia	3/4 coperto	—	14 4	9 0
Bari	1/4 coperto	mosso	15 7	10 8
Lecce	1/4 coperto	—	15 8	12 0
Caserta	sereno	—	16 6	8 7
Napoli	sereno	calmo	15 7	10 9
Benevento	sereno	—	14 9	5 2
Avellino	1/2 coperto	—	12 1	4 0
Caggiano	3/4 coperto	—	8 2	5 9
Potenza	coperto	—	8 6	5 3
Cosenza	sereno	—	15 0	9 0
Tiriolo	coperto	—	11 1	4 4
Reggio Calabria	coperto	calmo	19 0	13 0
Trapani	sereno	calmo	18 5	12 9
Palermo	sereno	calmo	18 2	9 2
Porto Empedocle	sereno	calmo	21 0	15 0
Caltanissetta	sereno	—	18 0	7 4
Messina	coperto	calmo	18 4	14 2
Catania	sereno	calmo	20 0	10 4
Siracusa	sereno	calmo	19 1	12 0
Cagliari	coperto	mosso	22 0	7 2
Sassari	coperto	—	17 0	10 9

Direttore: G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. RAFFAELE TOMINO, *Gerente responsabile.*